

Publié le 23 février 2018

Vers un retour à la normalité en Allemagne ?

Les considérations d'ambitions personnelles et les manœuvres politiciennes qui ont présidé à l'accord de gouvernement du 7 février entre les principaux partis allemands en rendent la viabilité très incertaine. Le dénouement se trouve entre les mains des adhérents du SPD, appelés à se prononcer sur cet accord le 4 mars prochain.

Cinq mois après les élections du 24 septembre 2017, l'Allemagne semble avoir enfin trouvé un gouvernement. Le mercredi 7 février, un accord a en effet été passé entre la CDU d'Angela Merkel, la CSU de Horst Seehofer (CSU) et la SPD de Martin Schulz.

La crise post-électorale

Le pays était torturé depuis des mois par l'incertitude, hanté par la possible organisation de nouvelles élections. L'Allemagne n'avait pas connu une telle incertitude depuis l'après-guerre, et l'on se souvient que le président allemand, Frank-Walter Steinmeier, une figure habituellement plutôt protocolaire et au-delà des partis politiques, avait dû prendre en main la situation pour essayer de sortir son pays de l'impasse, en invitant notamment chez lui les représentants des sept partis au Bundestag, afin de leur rappeler leur devoir face au bien commun. La simple existence de l'accord du 7 février annonçait donc un nouvel espoir dans la formation d'un gouvernement, dans l'élaboration d'un nouveau programme gouvernemental et dans un retour à la normalité politique en Allemagne.

L'euphorie de cet accord est cependant vite retombée. La CDU apparaît en effet comme la grande perdante, renonçant à tous les postes ministériels importants en dehors de la Chancellerie et de la Défense. Le SPD, en revanche, fait figure de vainqueur, obtenant les ministères clés et prestigieux des Affaires étrangères, des Finances et du Travail, bien qu'ils aient eu un score historiquement faible aux élections de septembre (20,5 %), et alors même que des sondages lui prédisent une adhésion encore plus faible aujourd'hui (18 % début février et 15,5 % encore plus récemment). Enfin, la CSU, qui reste un «petit parti» au niveau fédéral étant donné qu'elle ne représente que la Bavière, et donc seulement 6,2 % des votes des Allemands, a obtenu le ministère de l'Intérieur (ce qui avait déjà été le cas en 2011-2013, 1982-1989 et 1961-1965), le ministère des Transports, avec le portefeuille de la Digitalisation en plus, ainsi que le ministère de la Coopération internationale et du Développement.

Les clés de l'accord du 7 février

Ce résultat semble donc très surprenant, mais il s'explique si l'on observe l'ambition personnelle des chefs des trois partis en présence : Angela Merkel veut rester au pouvoir ; Seehofer souhaite devenir ministre à Berlin étant donné que ses soutiens en Bavière diminuent et qu'il a dû céder sa

place en tant que ministre-président à son successeur désigné, Markus Söder ; et enfin, Martin Schulz cherche les lauriers du poste de ministre des Affaires étrangères. Le fil rouge du nouvel accord est donc à trouver dans l'ambition personnelle de quelques personnes, plus que dans les résultats des élections populaires du 24 septembre 2017...

Il semble cependant que Schulz ait été trop gourmand... ou peu stratège. Le soir même des élections, il avait en effet catégoriquement exclu une nouvelle coalition avec Angela Merkel, affirmant tout aussi catégoriquement deux jours plus tard qu'il n'entrerait jamais en tant que ministre dans un nouveau cabinet dirigé par Merkel. Une telle volte-face quelques mois seulement après était par trop brutale et insupportable pour les Allemands comme pour certains membres du SPD, tel Sigmar Gabriel, l'actuel ministre des Affaires étrangères et ancien chef du SPD, actuellement l'homme politique le plus apprécié des Allemands. Fort mécontent de l'annonce lue dans la presse que Schulz allait lui succéder aux Affaires étrangères, il a annulé tous les engagements pris dans les jours qui suivaient. Et, le lendemain de l'accord, le 8 février, il commentait dans la presse le revirement de Schulz en disant : «La seule chose qui reste, c'est le regret du manque de respect des liens qui nous lient au sein du SPD, tout comme du peu de valeur accordée à la parole donnée». Puis, tel un nouveau coup de théâtre, Schulz annonçait le 13 février son retrait politique et qu'il n'entrerait pas dans le nouveau cabinet, mais qu'il céderait sa place à la tête du parti à Andrea Nahles. C'était un nouveau choc pour Gabriel, qui s'empressa de reprendre tous les engagements suspendus et de donner un discours aux allures d'entretien d'embauche au poste de ministre des Affaires étrangères lors de la Conférence sur la sécurité à Munich le 16 février dernier.

Qui jouera le dernier acte de la pièce ?

La base du parti socialiste SPD doit encore approuver l'accord trouvé avec la CDU ; c'était en effet une des conditions de Martin Schulz pour entrer en négociations avec Angela Merkel. Son retrait du parti semble cependant plonger le SPD dans le désarroi. Le chef des jeunes socialistes, Kevin Kühnert, œuvre depuis des semaines afin qu'une nouvelle GroKo ne voie pas le jour, et de plus en plus de membres parmi les 463 000 adhérents du SPD semblent douter que l'accord du 7 février soit bon pour le parti. Enfin, nombreux sont ceux qui ont du mal à digérer la «dernière» décision de Schulz de céder sa place à Nahles, comme si la direction du parti se jouait entre deux personnes. La base du SPD a ainsi décidé qu'Olaf Scholz, ancien du parti, serait chef *ad interim* jusqu'à l'organisation de nouvelles élections internes au parti. Scholz pourrait donc devenir le nouveau personnage clé de la pièce.

Le temps des magouilles semble ainsi révolu. Le peuple veut être consulté et cherche la vérité. Selon les derniers sondages, le SPD recule pour céder du terrain à l'AFD. La peur de descendre encore plus bas dans l'opinion pourrait bien être le moteur poussant les membres du SPD à voter en faveur d'une nouvelle GroKo. Le résultat du 4 mars s'annonce serré, et donc peu prévisible.

Rolf Schwarz

Retrouvez cet article sur notre [site](http://srp-presse.fr) (srp-presse.fr)